



Complément oral au rapport d'activité

Après la publication du rapport d'activité dans le n° 223 (juin 2010) du Délégué, ce rapport complémentaire rend compte de notre activité de ce dernier mois de mai et des premiers jours de juin.

I. Activités

Relations avec les organisations

Le 8 juin Elyane Guez et Mylène Rossignol ont reçu Lucile Barberis, présidente de l'AGEEM : le malentendu au sujet de notre enquête a été dissipé.

Audience(s) au ministère de l'Éducation nationale

Le Premier ministre ayant chargé le député Frédéric Reiss d'une mission temporaire sur les directeurs d'écoles et le statut des écoles maternelles et élémentaires, celui-ci a souhaité rencontrer la Fédération.

Cela a été fait le 11 mai à l'Assemblée nationale. Daniel Callewaert, Jean-Michel Lemuet, Elyane Guez ont été reçus par le député accompagné de Jean-François Bernadac-Duffau, administrateur civil au Ministère de l'Éducation nationale. La délégation a insisté sur le fait que le regroupement de toutes les écoles dans un même lieu impliquerait la fermeture des petites écoles, ce qui accentuerait la désertification des zones rurales, que la concentration serait un facteur de violence et qu'il ne fallait pas rompre le lien entre communes et écoles.

A été également exprimée la crainte que l'autonomie des établissements conduirait à briser le cadre national et multiplierait les inégalités, qu'il existait une différence de culture entre élémentaire et maternelle et qu'il fallait préserver la spécificité de l'école maternelle.

Le député nous a indiqué qu'il remettrait au Premier Ministre ses propositions en septembre prochain. En conclusion, a été réaffirmée notre proposition d'être associé aux différents groupes de réflexion qui seront mis en œuvre.

Depuis, une lettre du chef de cabinet en date du 26 mai, nous annonce que nous serons consultés dans le cadre de la conférence nationale, installée le 7 juin, présidée par Ch. Forestier, sur les rythmes scolaires. Le comité de pilotage comprend aussi E. Debarbieux et M. Fotinos.

Tempête Xynthia

Quatre Unions ont fait des dons selon la procédure souhaitée : Bouches-du-Rhône, Isère, Puy-de-Dôme, Vaucluse.

II. Fonctionnement

Congrès de Poitiers

Le Conseil fédéral du 11 mai précise que, pour ce petit Congrès, la Fédération prend en charge directement repas et hébergement des seuls congressistes et leur rembourse le trajet aller-retour entre siège de l'Union et Poitiers sur la base du tarif SCNF 2ème classe avec réductions légales.

Réunions statutaires

La cinquième réunion du Conseil fédéral s'est tenue au siège le 11 mai et a été principalement centrée sur la préparation du présent congrès.

III. L'École

Mission Fourgous

Le député des Yvelines, Jean-Michel Fourgous, sur mission ministérielle de Monsieur le Premier Ministre auprès du ministre de l'Éducation nationale., vient de faire paraître son rapport de mission sur la modernisation de l'école par le numérique intitulé "Réussir l'école numérique". Sur 326 pages s'y trouvent des données nationales et internationales mais aussi l'exemple de réalisations dans la ville d'Elancourt dont ce député est maire.

Directives ministérielles

Les consignes données par le ministre de l'Éducation nationale. aux recteurs ont été rendues publiques début juin. Pour maintenir le dogme de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, partant à la retraite, ses consignes sont d'utiliser les "paramètres" suivants : augmentation du nombre d'élèves par classe, disparition des petites écoles, diminution de la scolarisation des 2 ans, baisse du nombre de maîtres spécialisés,...

Notre Président reprend l'ensemble de ces menaces dans son rapport moral.

IV. Laïcité

Appel national pour l'école publique

Cette pétition a franchi le cap des 200 000 signatures. Vers le 19 juin seront organisés dans chaque département des rassemblements de "citoyens - militants de l'École publique" auxquels les DDEN se doivent de participer. Sur proposition du dernier Conseil fédéral notre Congrès agira en ce sens ce soir même avec un lâcher de ballons.

V. Représentation

Représentations aux Assemblées générales d'Unions

Daniel Callewaert a représenté la Fédération à l'Assemblée générale de l'Isère.

Dans les instances des organisations amies

La dénomination complète de l'ONS est Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements scolaires. Siégeant à titre de consultants dans trois commissions : "sécurité bâtiments et risques incendie", "risques majeurs", "sécurité, hygiène, santé", les DDEN apportent leur expérience nourrie par une longue pratique des visites d'écoles, de leur présence aux Conseils d'école et à des commissions extra scolaires.

Pour la prévention l'ONS édite cette année deux documents téléchargeables : un guide pour la sécurité dans les établissements d'enseignement agricole et un guide d'accompagnement à l'utilisations des DAE (défibrillateurs automatisés externes, dont tous les établissements scolaires sont des lieux prioritaires de mise en place). L'ONS rappelle qu'un PPMS (plan particulier de mise en sûreté) d'une école ne peut être validé qu'après un exercice de mise à l'abri, qu'il doit être régulièrement réactualisé. Les récents accidents climatiques démontrent que peu de pays ou régions sont à l'abri de catastrophes dont les enfants sont les premières victimes.

L'ONS auditionne des experts sur d'éventuels effets des champs électromagnétiques (lignes électriques, téléphones portables) sur la santé des enfants.

Mylène Rossignol nous représente au conseil d'administration de l'ANATEEP. La 46ème assemblée générale de l'ANATEEP (Association nationale pour les transports éducatifs de l'enseignement public), sous la présidence de Jean-Claude Frécon, s'est déroulée à Dainville (Pas-de-Calais). Le bilan sur les nouveautés à mettre ou mises en application a été dressé. La réflexion a porté sur les politiques de transport scolaire à l'épreuve de la réforme territoriale en cours. "Savoir aller à l'idéal en comprenant le réel", c'est par cette citation de Jean Jaurès que Jean-Louis Flahaut a terminé son dernier rapport moral.

Association complémentaire de l'école, l'ANATEEP subit - comme d'autres - le désengagement de l'État qui vient de supprimer les deux postes de MAD (mis à disposition). Et pourtant, dans une année, relayée par les ADATEEP (associations départementales...) sur le terrain, elle sensibilise près de 214 000 élèves à la sécurité dans les transports dont plus de 64 000 dans l'enseignement du premier degré sur 2434 demi-journées, 1160 enseignants lors de journées organisées à l'IUFM sans oublier les 9 700 enseignants qui participent aux actions en même temps que leurs élèves.

La campagne "Transport attitude" aura pour thème cette année "T'as juste un peu chahuté, on s'est juste un peu plantés !" Fondatrice, au sein du CNAL, de l'ANATEEP, notre Fédération ne manquera pas de relayer cette campagne en 4^{ème} de couverture du numéro 224 et de la promouvoir car la sécurité de l'enfant fait intégralement partie de la mission du DDEN dans le temps scolaire et périscolaire.

Daniel Callewaert a participé, le 2 juin 2010, à l'A.G. de l'ALEFPA (Association laïque pour l'éducation, la formation, la prévention et l'autonomie).

En raison de la grève des transports, il a été empêché d'assister au Congrès de l'OCCE (Office central de la coopération à l'école) auquel il était convié les 26 et 27 mai à Narbonne. Robert Piquet y a représenté la Fédération.

Pour le CCOMCEN (Comité de coordination des œuvres mutualistes et coopératives de l'E.N.) il convient d'apporter quelques précisions. Ce comité a été créé en 1972 sur l'initiative d'organisations issues ou complémentaires de l'E.N., les DDEN y ont trouvé leur place dans le département "associations". En raison de dysfonctionnements, une assemblée générale extraordinaire prenait, fin 2009, des décisions lourdes : suppression du siège trop coûteux, licenciement du personnel, recherche de changement de nom de sigle et de statuts pour se transformer en association. Pour l'instant ce comité nous réclame des arriérés de cotisation et surcotisation 2009 pour un montant global dépassant 1 000 €. Notre dernier Conseil fédéral a décidé de répondre que notre Fédération doit être considérée comme démissionnaire au 1er janvier 2009.

Nous soutenons les actions de Solidarité Laïque, en participant aux actions entreprises (par exemple lancement de la "rentrée solidaire" à l'UNESCO le 8 septembre 2009) et en offrant régulièrement la 4^{ème} de couverture du Délégué à Solidarité Laïque pour faire connaître ses campagnes et réalisations.

Elyane Guez nous représente au Conseil d'administration du COFRADE (Conseil français des associations pour le droit des enfants). Il y a vingt ans, la France ratifiait la Convention internationale du droit des enfants (CIDE) or ne sont appliqués dans notre pays que 11 de ses 54 articles. Quelques Unions, s'associant à des associations complémentaires, ont choisi cet anniversaire pour proposer un travail de sensibilisation des élèves : un tiers des élèves (et deux tiers des parents) ne connaissent pas la CIDE. Le Comité de l'ONU à Genève pose des questions pertinentes : Tous les enfants ont-ils accès à l'école dès la petite enfance ? Quel plan d'action contre la violence dans les écoles ? Le gouvernement tente de supprimer l'indépendance de la Défenseure des Enfants, de création récente, aidé en cela par les récentes palinodies du Sénat.

Les "Assises nationales de l'éducation" organisées par le réseau français des villes éducatrices se tenaient le samedi 5 juin à l'université Paris XIII à Bobigny. Dix ateliers en parallèle réunissaient des élus, des éducateurs, des personnels territoriaux, des mouvements pédagogiques et associatifs, et abordaient des thèmes chers aux DDEN.

Voici les axes sur lesquels a travaillé l'atelier petite enfance où siégeait Elyane Guez concernant le thème "0-6 ans, un enjeu de société" :

- un âge décisif pour les enfants,
- une mission de service public, une exigence de qualité,
- un projet national inscrit dans les territoires,
- un projet, un avenir pour l'école maternelle,
- un plan national pour le service public de la petite enfance,
- un secteur de la petite enfance hors du champ de la concurrence.

Il a été proposé, outre l'émergence dans les communes des conseils consultatifs de l'éducation et de la petite enfance (où les DDEN devraient y trouver leur place), la création d'une charte de qualité nationale (même européenne) portant sur :

- la qualification des professionnels,
- les normes des locaux,
- l'exigence de projet social et éducatif,
- l'exigence de la prise en compte de la personnalité globale de l'enfant et de sa qualité de vie.

Jean-Paul Mathieu représentera la Fédération au Congrès national de la LFE (Ligne française de l'enseignement) à Toulouse, le 25 juin 2010.

Elyane Guez représentera fin juin la Fédération au Congrès national de La JPA, qui, comme nous, affine sa réflexion sur les rythmes scolaires.

***Maurice Ducasse, Jean-Paul Gras,
avec les contributions de Daniel Callewaert, Elyane Guez et Mylène Rossignol.***